

CONJONCTURE AGRICOLE

JUIN 2023

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Le contexte économique international reste très marqué par l'inflation, même si elle se réajuste. La consommation alimentaire est l'un des postes de dépenses qui souffre le plus, les cours du pétrole se replient également, mais demeurent très volatils. Les politiques des banques centrales visant à limiter l'inflation freine à la fois l'investissement et la croissance et impactent les parités monétaires. Dans ce contexte, le coût des intrants agricoles reflue également, mais demeure à des niveaux très élevés par rapport au début de l'année 2021.

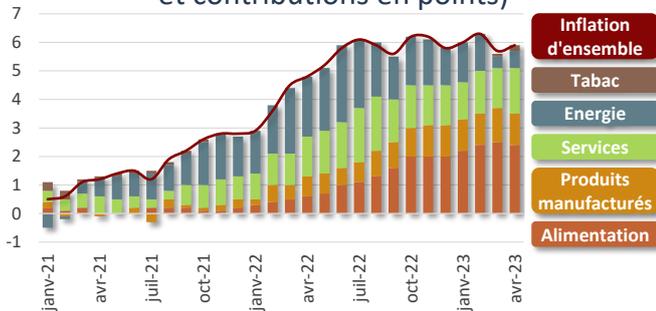
S'agissant des productions animales, la collecte de lait de vache, qui avait bien résisté en 2022, se replie en Pays de la Loire principalement à cause de la décapitalisation du cheptel de vaches laitières. La décroissance du cheptel allaitant se poursuit également, soutenant les prix, mais accentuant aussi le déficit commercial en viande bovine. Les effets de l'influenza aviaire sont encore très perceptibles, malgré l'absence de nouveaux cas. La consommation de viande de poulet poursuit sa croissance, mais à nouveau au profit des importations en provenance du nord et de l'est de l'UE (Union européenne) et de l'Ukraine. La demande est forte sur le marché des œufs de consommations face à une offre limitée. Face au repli des abattages, la filière porcine française craint une concurrence agressive de ses principaux compétiteurs européens dont les prix séduisent les circuits de distribution sur le territoire national. Dans les filières petits ruminants, la production de lait de chèvre résiste et se maintient dans un contexte de recul des importations de lait espagnol. Le disponible de viande ovine (abattages et importations) se replie face à une consommation atone.

Concernant les filières végétales, les cours des céréales et des oléagineux poursuivent leur baisse sous l'effet de bonnes perspectives de récolte 2023 et du reflux du marché du pétrole. Certains marchés de production légumière, comme la tomate et le concombre connaissent une embellie, mais tardive. En horticulture, comme en pépinière, le bilan du printemps est assez mitigé. La saison, perturbée, par les conditions météorologiques sèches en février, puis humides en mars et avril, a démarré tardivement et se trouve décalée. Les cours de la pomme progressent, mais trop tardivement compte tenu de l'avancement de la campagne. En viticulture, l'impact du gel a globalement été moins fort sur la prochaine récolte que certaines années comme 2021, les sorties de chais de la campagne en cours évoluent entre stabilité et recul selon les vignobles.



ÉCONOMIE GÉNÉRALE : LE SPECTRE DE LA STAGFLATION

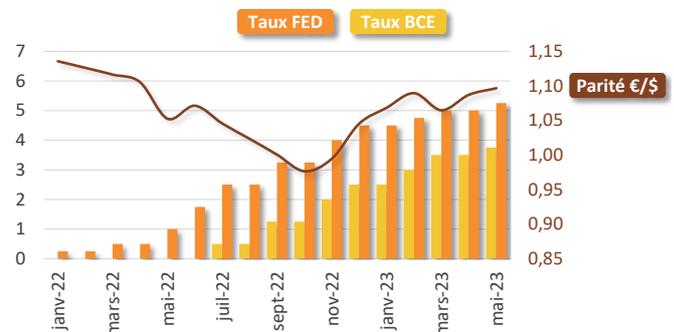
Inflation d'ensemble et contributions par poste (glissement annuel en pourcentage et contributions en points)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Taux directeurs de la BCE et de la FED et parité Euro/Dollar



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : BCE, FED et Banque de France

Le contexte économique international reste très marqué par l'inflation. Celle-ci s'est amorcée en parallèle de la levée des restrictions sanitaires inhérentes au Covid qui a provoqué un brusque retour à la consommation et à l'activité économique dopant la demande. La guerre en Ukraine a ensuite catalysé l'augmentation du prix des produits pétroliers, particulièrement en UE.

En France, ce sont donc d'abord les prix de l'énergie qui ont nourri cette hausse du coût de la vie. Puis, l'alimentation a pris le relais dans un contexte de hausse des coûts de production agricoles et industriels. Dans une moindre mesure, cette inflation s'étend de plus en plus aux autres biens et services. La baisse du prix des produits pétroliers et de l'énergie permet d'espérer un début de reflux du niveau d'inflation. Le prix du baril de Brent a par exemple baissé de 32 % sur un an mais reste particulièrement volatil. Sur l'alimentation, la prise en compte de récentes baisses du prix des matières premières pourrait aussi limiter l'inflation. C'est pourquoi le gouvernement français et la grande distribution font pression pour relancer les négociations avec les industriels.

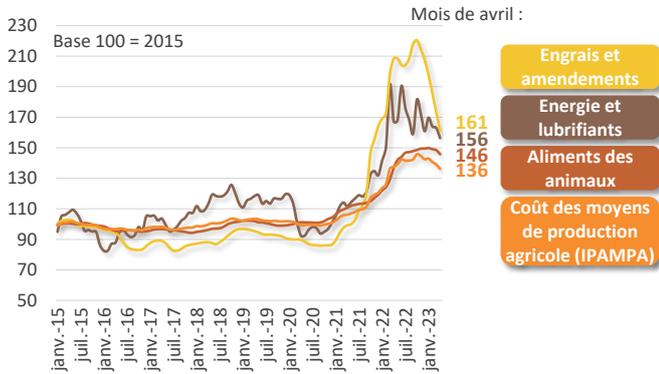
L'augmentation des prix amène aussi les consommateurs français à réaliser de plus en plus d'arbitrages dans leurs dépenses. La consommation alimentaire est l'un des postes de dépenses qui souffre le plus avec une baisse de 9 % sur un an contre 4 % tout bien confondu.

Face à l'inflation, les banques centrales continuent aussi de mener une politique visant à diminuer la quantité de monnaie en circulation via l'augmentation des taux directeurs. Début mai, la BCE (Banque centrale européenne) et la FED (Réserve fédérale américaine) ont augmenté leurs taux de 0,25 points, les portant respectivement à 3,75 % et 5,25 %. Le contrecoup de telles politiques est qu'elles limitent l'investissement et pénalisent une croissance qui, selon le FMI, ne devrait atteindre que 2,8 % en 2023 à l'échelle mondiale. Elles impactent aussi les parités monétaires : l'euro a connu en 2022 une forte baisse face au dollar causée par l'augmentation plus précoce des taux directeurs par la FED.



INTRANTS : STABILISATION À DES NIVEAUX TRÈS ÉLEVÉS

Coût des moyens de production par poste



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

En avril 2023, le prix d'achat des intrants recule sur un mois (-2,2 % par rapport à mars, après -1,1 % en mars par rapport à février). En glissement annuel, le prix des intrants baisse de 1 % au prix de mars 2023 mais demeure encore

très élevé à celui d'avril 2021 : +28,2 %.

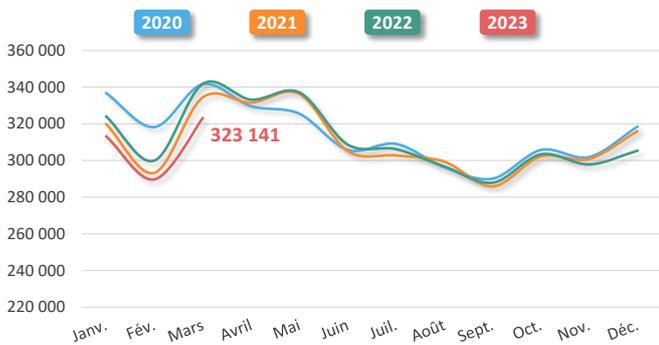
Après avoir atteint un record en octobre 2022, le prix des engrais et des amendements s'est réajusté à la baisse (près de -27 % entre octobre 2022 et avril 2023 ; -7 % entre avril et mars 2023). Les tensions sur les marchés des engrais s'atténuent progressivement grâce à la forte baisse du prix du gaz. Sur un an, le prix des engrais demeure néanmoins élevé (-23 % par rapport à avril 2022, mais +63 % par rapport à avril 2021).

Le prix de l'énergie et des lubrifiants recule sur un mois (-4,1 %) et recule de -6,5 % sur un an. Le prix des aliments pour animaux se repli également légèrement depuis février, mais est par contre en nette hausse sur un an (plus de 6 %).



LAIT DE VACHE : LE REcul DE LA COLLECTE S'AMPLIFIE EN FRANCE ET EN PAYS DE LA LOIRE

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (1 000 L)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

Selon les dernières données disponibles pour le mois de mars, le recul de la collecte laitière se poursuit en France et s'amplifie. Après -1,1 % en février, la baisse atteint désormais -3 % sur un an et approche les 2 % sur le premier trimestre. Le recul semble toujours marqué en mai d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer, avec un plateau plutôt qu'un pic de collecte, malgré les conditions climatiques favorables à la pousse de l'herbe en avril. En Pays de la Loire, le recul de la collecte sur le premier trimestre s'élève à -4,1 %. La Bretagne suit la même

tendance baissière. La décapitalisation du cheptel demeure le facteur prépondérant du recul de la production laitière avec le recul de plus de 2 % de l'effectif de vaches laitières en mars au niveau national, comme en Pays de la Loire. La collecte de lait biologique est stable sur les deux premiers mois de l'année par rapport à 2022, mais elle recule en mars, tant au niveau national que régional.

La collecte européenne (UE 27) a ralenti en mars, mais reste légèrement au-dessus de son niveau de 2022 (+0,2 % en mars). Les dynamiques diffèrent nettement entre le nord et le sud. Elle est en nette hausse en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande, plus modérément en Pologne, mais reste en retrait en Espagne et en Italie à l'instar de la France. A l'échelle mondiale, après plusieurs mois de redressement, la collecte cumulée des grands bassins exportateurs laitiers a de nouveau ralenti pour se rapprocher de son niveau de l'année dernière (+0,1 %/mars 2022).

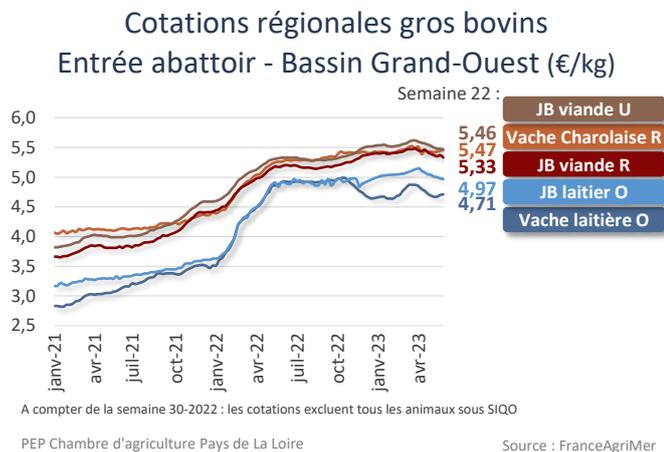
Sur les marchés mondiaux, les achats chinois de poudre grasse ont poursuivi leur forte baisse en

avril. Ceux de poudre de lait écrémé et de lactosérum sont plus dynamiques, mais concernent des volumes plus faibles. Après plusieurs mois de baisse, les cotations des produits industriels se sont globalement stabilisées à partir d'avril à l'exception du beurre. Le recul de la valorisation beurre/poudre se poursuit en avril. Sur le marché national, la hausse du prix consommateur des produits laitiers s'est poursuivie en avril. D'après l'IRI, les achats de produits laitiers sont en recul de près de 1 % sur les quatre premiers mois de 2023. La déconsommation concerne particulièrement le

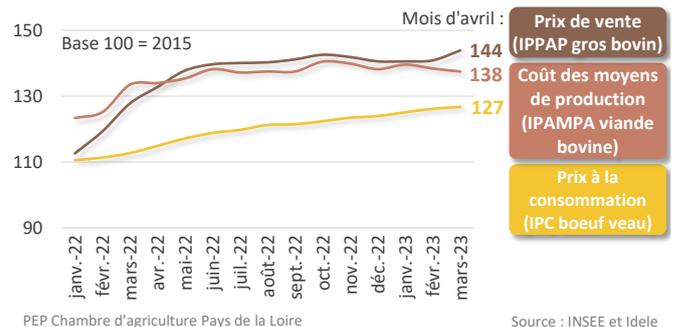
beurre et le lait liquide. L'évolution de ces différents éléments de marché impacte le prix du lait. Tous types de laits confondus (standard 38/32), il s'établit à 461,9 euros/1 000 litres en mars en Pays de la Loire, supérieur de près de 16 % à mars 2022. En lait biologique, la consommation des produits laitiers ne montre pas de signes de reprise. Malgré ce contexte et bénéficiant de la conjoncture du lait conventionnel, le prix du lait biologique (standard 38/32) s'établit à 464,74 euros/1 000 litres en mars en Pays de la Loire, supérieur de 5,5 % à mars 2022.



VIANDE BOVINE : LA DÉCAPITALISATION SOUTIENT LES PRIX



Evolution indicielle du prix à la consommation du boeuf et veau, du prix de vente gros bovins et du coût moyen de production en viande bovine



Dans la continuité de la dynamique nationale, la région Pays de la Loire continue de voir diminuer son nombre de bovins. En avril, la baisse du cheptel sur un an s'élève à 2,4 % dont 2,0 % en viande et 3,5 % en lait. Les abattages sont bien entendu impactés par cette dynamique. Sur la période août-avril, le recul des sorties boucherie par rapport à la campagne précédente reste limité à 0,43 % pour les mâles viande (12-24 mois) et 0,28 % pour les génisses viande. Il est plus fort du côté des vaches laitières et des vaches allaitantes avec une diminution respective de 2,91 % et 5,61 %.

viande sont sur un plateau légèrement haussier (autour de +5 % sur un an). Depuis, seules les vaches laitières ont fait face à un léger décrochage (-1 % sur un an) majoritairement provoqué par une hausse des importations. Du côté des échanges, le déficit commercial se creuse avec des chiffres gonflés par un phénomène de dédouanement de viandes britanniques en France par des opérateurs économiques néerlandais. En comparaison à l'année précédente sur février, les importations sont en hausse de 6 % et les exportations en baisse de 14 %.

Avec l'effet combiné du contexte inflationniste, la baisse de l'offre nationale participe au maintien du niveau de prix de la viande bovine qui avait bondi au premier semestre 2022. Depuis un an, les cotations de jeunes bovins et de vaches à

Selon l'IRI, la consommation française de viande bovine hachée continue de progresser en valeur depuis ce début d'année. On atteint +34 % par rapport à 2022 pour le surgelé et +15 % pour le frais. Attention cependant car, dans ce contexte

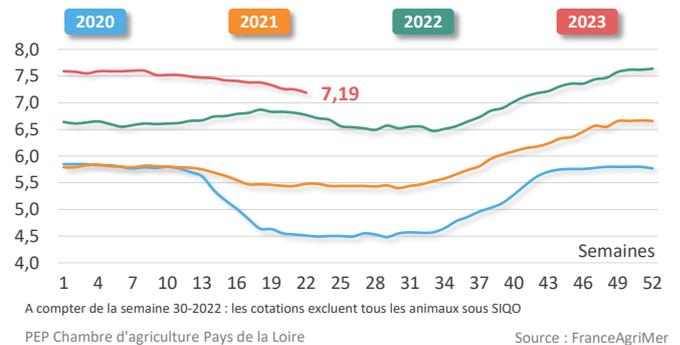
de forte inflation sur les prix, ces hausses en valeur peuvent cacher les variations des achats des ménages en quantité. Par exemple en décembre 2022, le bilan dressé par le panel Kantar montrait plutôt un recul sur un an de 4,8 % des volumes achetés de bœuf de boucherie, de 1,8 % des viandes hachées fraîches et de 11,1 % des viandes hachées surgelées.

Les coûts de production se maintiennent à un niveau élevé, tirillés entre d'une part le reflux du coût de l'énergie et des engrais et d'autre part l'inflation sur le matériel et les services (vétérinaire, entretien et réparation des véhicules et matériels, ouvrages, etc.). Le prix de l'aliment pourrait aussi avoir dépassé son pic, mais reste élevé après une augmentation de 22 % sur 2022.

Début mai, la cotation des broutards est aussi sur une dynamique légèrement haussière autour de +5 % sur un an. La cause prépondérante est toujours le rationnement de l'offre. Les exports de broutard français sont en recul de 8 % en ce début d'année. En première cause, l'envoi d'animaux vifs sur le marché italien, principal débouché, qui est en recul de 4 %. Sur le marché espagnol à l'inverse, une hausse de 4 % des exports est en partie expliquée par les sécheresses dont pâtissent les éleveurs de la péninsule ibérique. Côté tiers, l'absence d'émission de nouvelles licences vers l'Algérie

fait reculer les exports de 64 % sur février comparé à 2022. En Pays de la Loire, les engraisseurs ont baissé leurs rentrées de broutards face au manque de fourrage, laissant présager une baisse de la production de jeunes bovins dans les mois à venir.

Cotation régionale veaux de boucherie rosé clair, classe O - Entrée abattoir HT - Bassin Grand Nord (€/kg de carcasse)

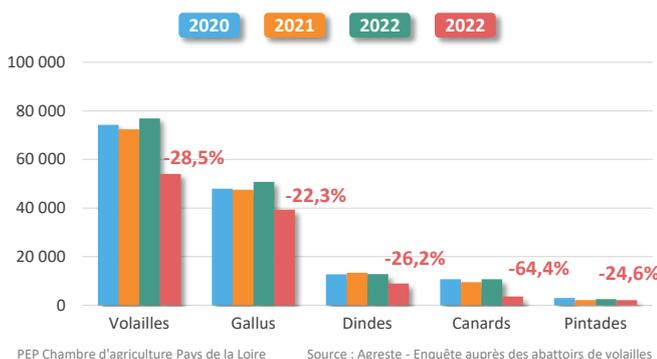


La tendance en veaux de boucherie est légèrement baissière face à la contraction saisonnière de la demande. En interannuel sur le mois de mai, son prix reste supérieur à l'historique de 8 % par rapport à 2022 et 36 % par rapport à 2021. En avril, les abattages sont en net recul de 7 % par rapport à l'année précédente. Le fort recul des cotations des matières premières lactées permet aussi de diminuer les charges en aliment du bétail de la filière.



VOLAILLE DE CHAIR : LES EFFETS DE L'INFLUENZA ENCORE TRÈS PERCEPTIBLES MALGRÉ L'ABSENCE DE CAS EN RÉGION

Abattages de volailles en Pays de la Loire Cumul janvier à mars (tonnes)



Les abattages de volailles à l'échelle nationale sont en baisse de 11,5 % sur le premier trimestre 2023 par rapport à 2022. Ce recul est en lien direct avec les restrictions qui ont été mises en place du fait de l'IA (influenza aviaire). Cette tendance est exacerbée en Pays de la Loire, la baisse d'abattage toutes volailles confondues étant de l'ordre de 28,5 %. Sans surprise, l'espèce la plus touchée reste le canard avec un recul de 64,4 % des abattages ligériens. En plus de peser sur l'offre, l'épizootie pèse sur la consommation : à l'image de l'année 2022, la consommation de dinde, canard et pintade diminue sur ce premier trimestre, alors que celle

de poulet augmente (+2 %). Mais là encore, cette hausse de consommation profite aux importations.

Plus généralement, les importations françaises de viande de volaille continuent de progresser sur ce trimestre (+9 % en volume ; +35 % en valeur), à tel point que d'après l'ITAVI, la France a déjà importé sur cette période l'équivalent des volumes importés sur toute l'année 2021. Ces volumes sont principalement en provenance des pays communautaires : la Pologne (+11,3 %), premier producteur européen, mais aussi des pays très tournés vers le réexport comme les Pays-Bas (+29 %) et la Belgique (+13,5 %). Les importations depuis l'Ukraine continuent d'augmenter (+187 %).

Dans ce contexte de production limitée, les exportations de volaille restent en repli (-24 % en volume ; +6 % en valeur), même si la France parvient à faire progresser ses ventes face à la concurrence brésilienne sur un de ses marchés historiques, l'Arabie Saoudite (+14 %). Les professionnels redoutent néanmoins que certains pays tiers utilisent l'argument de la vaccination, prévue chez les canards en France dès l'automne, pour protéger leur marché local, et ainsi venir plomber les exportations. D'ici là, malgré l'absence de cas en élevage dans la région, et face à une nouvelle flambée du virus dans le Sud-Ouest, des nouvelles mesures de dédensification en canard à rôtir seront opérées sur les communes les plus denses en Pays de la Loire, premier bassin de production français.



ŒUFS DE CONSOMMATION : FORTE DEMANDE FACE À UNE OFFRE LIMITÉE

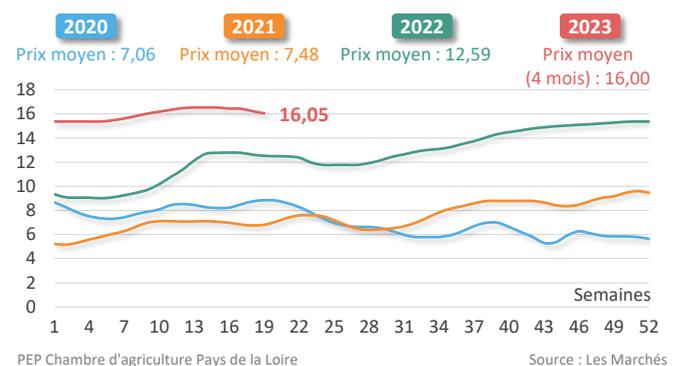
Malgré des efforts de maintien de la production via une augmentation des mises en place de poulettes d'un jour et une baisse des abattages de poules de réforme, le marché français des œufs reste tendu sur ce premier trimestre 2023. Ceci est dû à une offre restreinte, directement liée à l'IA, et à une demande toujours soutenue.

Le contexte inflationniste actuel profite en effet à l'œuf, qui, en demeurant la protéine animale la plus accessible, est vu comme un produit anti-crise : de janvier à avril, les achats d'œufs coquille par les ménages français ont augmenté de 3,7 % en volume par rapport à 2022. Cette hausse des achats est valable pour les œufs élevés au sol (+19,8 %), en plein air (+19,1 %) et Label Rouge (+10,7 %). Les achats d'œufs en cage et Agriculture Biologique sont quant à eux en repli (respectivement -18,1 % et -5,3 %), conséquence d'un déréférencement progressif pour les premiers et de l'inflation pour les seconds.

Pour autant cette hausse de consommation profite surtout aux importations. En effet, face à une baisse des disponibilités, elles continuent à progresser sur le premier trimestre (+33 % en

volume ; +147 % en valeur), venant très majoritairement de Pologne. En parallèle, les exportations demeurent à la baisse (-47 %), avec notamment un arrêt total vers l'Italie (-100 %) et l'Espagne (-98 %).

Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)

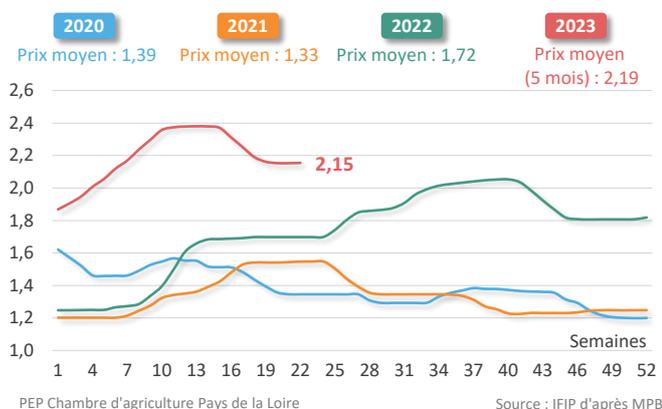


Concernant les cotations, la TNO (tendance nationale officieuse) des œufs calibrés M et G se stabilise à un niveau très élevé, avec une valeur moyenne de janvier à avril de 16 euros/100 œufs. Une détente de prix est à noter sur les dernières semaines, liée à la hausse des importations.



VIANDE PORCINE : UN MARCHÉ EUROPÉEN CONCURRENTIEL

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



L'offre européenne est particulièrement faible cette année, ce recul de la production se traduit par une réduction d'activité dans les abattoirs en mai. La demande intra-européenne est soumise à une météo printanière tardive et à l'inflation qui impactent les achats des consommateurs. La viande de porc et la charcuterie ont vu leur prix augmenter en rayon. Dans ce contexte, les cours se maintiennent. Sur le marché mondial, les ventes européennes reculent.

En France, le prix du porc cadran breton, qui avait atteint des records en mars, a entamé sa baisse dès le lundi de Pâques pour se stabiliser au milieu du mois de mai. Sur cette période, le prix a perdu 22 centimes. La demande est arrivée tardivement avec une météo plus propice lors des longs week-ends de l'Ascension et de la Pentecôte.

Comparativement au mois de mai 2022, les abattages de la zone Uniporc ont reculé de 9 % en mai 2023 et de 6 % sur les cinq premiers mois de l'année. La baisse est cependant établie à 4,5 % à nombre égal de jours du mois de mai

2022. Ce recul des abattages est également observé chez les principaux exportateurs européens : -8 % en Allemagne et -9 % en Espagne.

La demande devrait être stimulée grâce aux températures plus élevées, favorisant les grillades, mais la production est entrée dans son traditionnel creux saisonnier. Le recul de l'offre devrait s'accroître. La tension pèse alors sur les abattoirs pour assurer leur approvisionnement. Les cours pourraient évoluer. Ils ont par ailleurs augmenté début juin.

Alors que les exportations françaises reculent, elles ont légèrement progressé vers la Chine qui a augmenté ses achats de viande de porcs sur le marché international au premier trimestre 2023 par rapport à 2022 (+28 %). Une partie du pays serait touchée par la PPA (peste porcine africaine), information contestée par la Chine à ce jour. Début avril, la France a obtenu quinze nouveaux agréments d'exportation vers la Chine, ce qui pourrait déboucher sur une valorisation potentielle de 10 % de volumes supplémentaires de viande de porc.

Les craintes de la filière reposent sur la hausse des importations de la viande porcine en provenance de l'Allemagne, l'Espagne et le Danemark (+7 % sur les deux premiers mois de l'année 2023 par rapport à la même période 2022). Les entreprises de transformation et de distribution sont de plus en plus tentées de se détourner de l'origine France au profit de viandes étrangères dont les prix sont plus agressifs. Par ailleurs, la menace de la PPA plane toujours, notamment aux frontières de l'Italie qui enregistre de nombreux foyers contaminés.



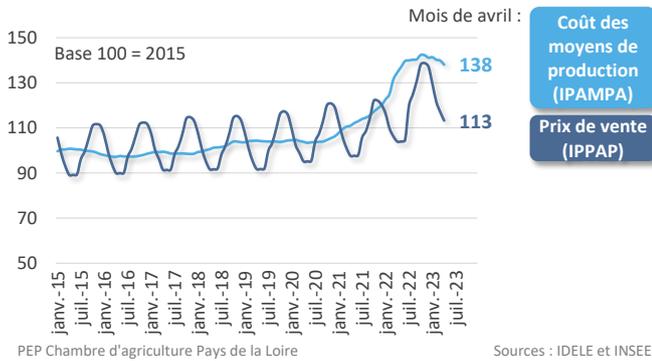
LAIT DE CHÈVRE : DES DISPONIBILITÉS FRANÇAISES EN RETRAIT MALGRÉ UNE PRODUCTION STABLE

Sur le premier trimestre 2023, la collecte de lait de chèvre est stable comparée au premier trimestre 2022 que ce soit en Pays de la Loire

(+0,1 %) comme au niveau national (+0,6 %). De faibles disponibilités fourragères impactent la collecte. L'Espagne fait face à une sécheresse

historique ayant comme conséquence le repli de la collecte de 11 %. Face à ce manque de disponibilité, les importations françaises ont diminué de 32 %. Les disponibilités des laiteries françaises baissent ainsi sensiblement sur les trois premiers mois de l'année (-4,4 %).

Evolution indicielle du prix de vente et du coût des moyens de production en lait de chèvre



Malgré un repli significatif de la demande des ménages estimé à -3 % selon l'Idèle, les fabrications totales de laits conditionnés de chèvre et de fromages de chèvre sont restées

relativement stables. Les fabrications de yaourts, de fromages frais et de crottins sont en repli alors que les autres fromages (type camembert, bâches, pyramide...) progressent. Le lait de chèvre n'est pas épargné par la moindre attractivité d'achat de produits biologiques observée en France depuis 2021, on peut notamment noter le fort recul de la consommation en magasin spécialisé.

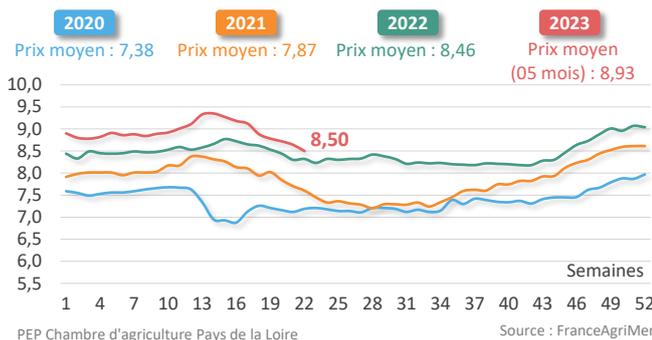
Depuis le début de l'année, on observe une baisse des coûts de production. Ils restent néanmoins à des niveaux élevés. Les marges restent donc dégradées dans les exploitations malgré des prix de vente qui progressent par rapport à 2022.

Dans ce contexte incertain tant du côté de l'offre que du côté de la demande, la production pourrait cependant se maintenir, encouragée par la hausse du prix du lait et la détente des charges. A noter que l'enjeu de l'année 2023 est le renouvellement des générations en maintenant l'attractivité de la filière caprine.



VIANDE OVINE : FLÉCHISSEMENT DES PRIX APRÈS LES FÊTES RELIGIEUSES

Cotation régionale agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



Le relatif équilibre entre l'offre et la demande de viande ovine, réduites après les fêtes de Pâques, a stabilisé le cours de l'agneau français pendant quelques semaines. La diminution saisonnière de la consommation, plus accentuée en 2023, a ensuite déclenché le recul habituel des prix.

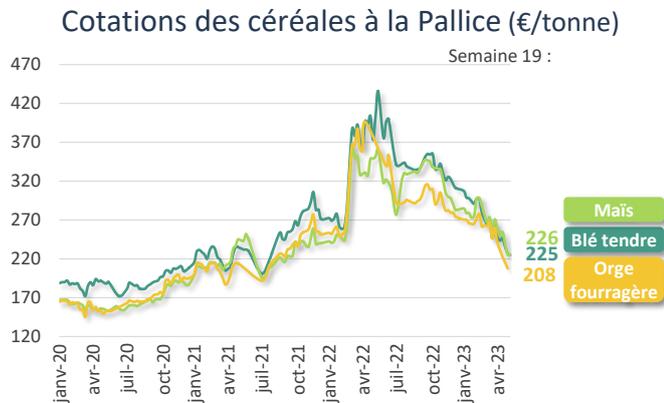
Depuis le début de l'année, le recul des abattages permet d'équilibrer le marché face à une demande atone d'après l'Idèle. Agreste établit les abattages à 19 000 tec au premier trimestre 2023, en recul de 5 % par rapport à 2022.

L'impact de la forte sécheresse de 2022 et la flambée des prix des intrants ont relancé la décapitalisation ovine et accroît la baisse du disponible d'agneaux en 2023. Sur les deux premiers mois de 2023, les importations françaises de viande ovine sont en légère hausse sur un an (+1 %, mais en recul de 13 % par la moyenne 2015-19 (avant pandémie de la Covid-19)). Les imports ont progressé en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande, mais les origines néo-zélandaises et espagnoles ont nettement fléchi. Dans ce contexte, le disponible français de viande ovine (abattages + importations) se replie de -5 % par rapport à 2022 et de -9 % par rapport à la moyenne.



GRANDES CULTURES : MÊME DANS LE SILLAGE DE LA GUERRE, UNE VAGUE BAISSIÈRE

Céréales : un retour des cotations aux valeurs d'avant-guerre



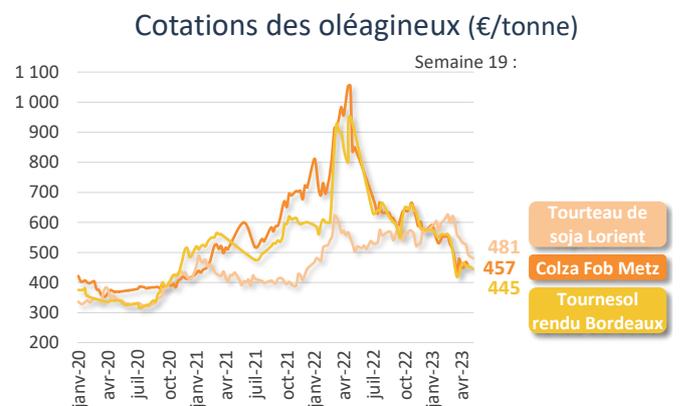
Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Cela fait maintenant près d'un semestre que le marché des céréales suit une tendance globalement baissière. La hausse brutale des cours concomitante au lancement de l'invasion russe de l'Ukraine ne semble pas produire d'effets durables sur les prix. Fin avril, ils ont même retrouvé des niveaux comparables à ceux d'août 2021. Une des causes est le maintien de l'accord entre l'Ukraine et la Russie sur la sécurisation d'un corridor d'exportation en mer Noire. Celui-ci a notamment permis l'écoulement d'une production de blé russe record qui avait augmenté de 25 % sur la campagne précédente. Sa reconduction a cependant plusieurs fois pu sembler incertaine et le redeviendra à la prochaine échéance de la mi-juillet, nourrissant la volatilité des marchés. Aussi, le renforcement de l'euro sur le dollar après sa chute de 2022 ne favorise plus les exportations européennes.

Sur la campagne en cours, la météo a été plutôt clémente pour les céréales à paille sur la quasi-totalité du continent européen jusqu'à la Russie. L'exception européenne est l'Espagne qui, avec le Maghreb et les Etats-Unis font face à des sécheresses. Au global selon le CIC, les potentiels de production restent élevés, alimentant la tendance baissière des prix. Sur le maïs, après une campagne où la production n'a pas été au rendez-vous dans beaucoup de régions (-36 % en Ukraine, -27 % en Argentine, -26 % dans l'UE et -9 % aux Etats-Unis), le CIC prévoit un rebond de la production mondiale dans l'année à venir.

Sur le territoire français cependant, les premières estimations vont plutôt vers un recul de la surface en maïs qui atteindrait son plus bas niveau depuis trente ans. Alors que la baisse de surface de maïs grain est de 7,6 % à l'échelle nationale, elle atteint même 17 % en Pays de la Loire. La forte exigence en eau et en fertilisation du maïs l'a rendue moins attrayante dans un contexte de fort prix des engrais et de risque de sécheresse.

Oléagineux : les cours chutent et les surfaces progressent



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Dans le sillage de la baisse du prix du baril de pétrole et de bonnes disponibilités mondiales, le cours des oléagineux connaît une décrue. Sur le soja, la forte récolte brésilienne a contrebalancé les faibles performances argentines provoquées par des conditions climatiques difficiles. Sur le colza, la production mondiale a connu un pic sans précédent lors de la campagne précédente et les conditions semblent réunies pour réitérer la performance dans la campagne à venir.

En France, les surfaces d'oléagineux progressent encore de 4,9 % après l'augmentation de 23 % de la campagne précédente. Le tournesol atteint son plus haut niveau depuis vingt-cinq ans avec une hausse de sa surface de 0,8 % après celle de 34 % de 2022. L'augmentation 2023 est encore plus marquée en Pays de la Loire où elle atteint 7 %. En effet, le tournesol profite de sa résilience climatique et de coûts de production inférieurs au maïs. Le colza progresse lui aussi de 9,4 % alors que la sole de soja recule de 8,3 %.



VITICULTURE : SORTIES DE CHAIS ENTRE STABILITÉ ET REcul SELON LES VIGNOBLES

A l'instar des années précédentes, le gel a à nouveau sévi sur les prochaines récoltes 2023 des vignobles Nantais et Anjou-Saumur. Début avril, les températures ont été négatives, causant des dégâts contrastés et épars dans chacun des deux vignobles ligériens. Même si les impacts peuvent être importants localement, les pertes de récolte seront globalement moins importantes qu'en 2021.

Un bilan intermédiaire (août 2022 à février 2023) de la campagne de commercialisation en cours, établi par InterLoire et retranscrit par le Vigneron du Val de Loire, indique que les sorties de chais sont en baisse dans le vignoble Nantais. Elles reculent de plus de 7 % par rapport à la campagne précédente. Les ventes au négoce sont restées stables, mais les ventes directes sont en recul de plus 15 %. Les volumes sont notamment en repli pour les appellations sous-régionales avec et sans mention sur lie (-10 %). Les sorties sont en revanche en hausse pour le

Muscadet AOC (+2 %). Le bilan des exportations réalisées au cours de l'année 2022 montre une nette baisse des expéditions de Muscadet (environ -15 %), conséquence de la faible récolte de 2021. Le recul est notamment très marqué pour le Muscadet AOC (près de -50 %). La destination phare des expéditions de Muscadet, le Royaume-Uni, enregistre un recul de près de 40 %.

Dans le vignoble Anjou-Saumur, les sorties de chais sont stables toutes couleurs confondues. Mais cette stabilité globale masque des disparités : forte croissance pour les fines bulles (de l'ordre de +35 %), mais recul pour les rosés tendres (-15 à -22 %), les rouges (-3 à -15 %) et les blancs (-5 %). Parmi les appellations les plus dynamiques en termes d'exportations en 2022, figurent le Crémant de Loire (la plus importante en volume ; +12 %) et le Saumur fines bulles (+35 %).



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : UN PRINTEMPS EN DEMI-TEINTE

En horticulture comme en pépinière, le bilan du printemps est pour l'heure assez mitigé. Après un mois de février qui a été particulièrement sec, le début du printemps a été très pluvieux, ce qui a retardé la saison : le démarrage a été très lent et la saison a donc été décalée.

Plus spécifiquement pour l'horticulture, le temps très sec de la fin d'hiver n'a pas favorisé la vente de bisannuelles, les Français ayant probablement craint de devoir à nouveau faire face à des restrictions d'arrosage très tôt dans l'année. La pluie du début du printemps n'a par la suite pas motivé les Français à consommer : des pertes ont ainsi été observées par les professionnels sur les bisannuelles. Au contraire les vivaces se sont bien vendues. Globalement, pour l'ensemble des productions horticoles, les ventes en jardinerie suivent une tendance baissière sur le printemps, mais restent correctes, sans être exceptionnelles ni catastrophiques. En effet, dans ce contexte

inflationniste, les ventes de végétal restent supérieures à celles des autres produits vendus en jardinerie (mobiliers de jardin, etc.), ce qui conforte la tendance lourde observée depuis quelques années sur l'attrait des Français pour le végétal. De plus les professionnels s'accordent pour dire que les pluies de mars ont été salvatrices : sans elles, les départements ligériens auraient probablement déjà tous dû faire face à des restrictions d'eau limitant l'arrosage, ce qui aurait très certainement plombé les ventes du printemps. Il faudra néanmoins attendre la fin du mois de juin et l'analyse des ventes liées à la fête des mères pour dresser un bilan définitif du printemps.

En pépinière le marché de la distribution (jardinerie, grandes surfaces alimentaires, etc.) suit une tendance analogue à celle de l'horticulture : les ventes sont correctes. Sur le marché professionnel, dont les ventes sont à

destination des paysagistes et collectivités, la pluie a permis de relancer certains chantiers qui avaient été temporairement mis à l'arrêt par crainte de restrictions d'eau à la fin de l'hiver. Par ailleurs, la crise que subit actuellement

l'immobilier est suivie de près par les professionnels, le ralentissement des constructions impactant en aval l'activité de la filière pépinière.



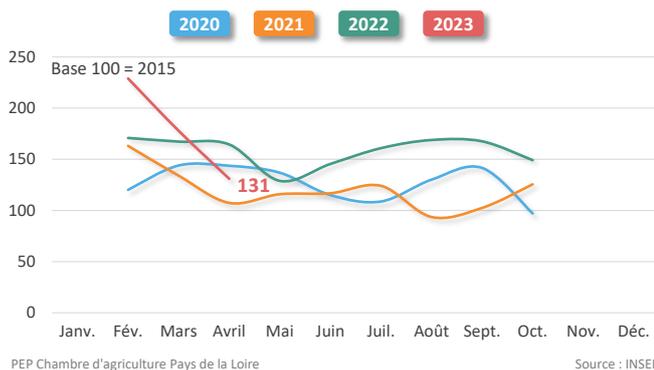
LÉGUMES : UNE EMBELLIE TARDIVE EN TOMATE ET EN CONCOMBRE

Début avril, l'offre régionale en tomate était peu conséquente, et les quelques disponibilités ont vite été absorbées avec l'arrivée de Pâques. Puis, jusqu'à mi-mai, l'offre a augmenté progressivement, tandis que la demande restait en berne, du fait d'une météo maussade ne poussant pas à la consommation. A noter que depuis le début de campagne, la pression des importations sur les tomates rondes en vrac est bien moindre que les années passées, du fait de l'augmentation du prix des tomates espagnoles et marocaines. Contrairement aux années passées, ce segment se trouve donc bien mieux valorisé. Les chaleurs de la fin du mois de mai et de début juin ont permis un fort rebond des cours pour la tomate ronde nantaise (aussi bien en vrac qu'en grappe), qui ont augmenté de près de 70 % en à peine deux semaines, d'après les données du RNM.

repris quelques couleurs grâce à la mise en place de nombreuses promotions et à la destruction de marchandises. L'embellie est là aussi observée depuis la fin du mois de mai, avec une augmentation des cours du concombre du bassin nantais de 40 % en une semaine, d'après le RNM. On se rapproche des cours de 2020 et 2021 à la même période, mais on en reste encore en deçà de ceux de 2022.

La campagne hivernale de la mâche se termine. Le bilan est assez moyen : la mâche est un produit qui de manière générale, fait face à une demande moindre. Dans ce contexte d'inflation, la mâche (notamment en 4^e gamme) reste en effet plus chère que d'autres salades, et de plus en plus de pays européens se tournent désormais vers d'autres pays plus compétitifs que la France pour s'approvisionner, comme l'Italie. Sur l'ensemble de la campagne, le marché n'a été que rarement à l'équilibre : même si la demande était dynamique, notamment sur la période de Pâques, l'offre est restée excédentaire.

Evolution indicielle du prix de vente du concombre



Le marché du concombre fait face à une forte concurrence européenne, tandis que la demande est très timide en début de campagne. Les cours ont progressivement dégringolé, jusqu'à frôler le seuil des prix anormalement bas fin avril. Comme pour la tomate, la météo capricieuse n'a pas incité à consommer, alors que les disponibilités n'ont cessé d'augmenter. En mai, le marché a

En asperge, la campagne qui touche d'ailleurs à sa fin pourrait être qualifiée de plutôt normale, bien que tardive. En effet, les conditions météorologiques assez froides et pluvieuses du début du printemps ont été peu favorables à la demande comme à la production : les volumes ont pris du temps à arriver. Puis le marché s'est fortement dynamisé en mai avec une augmentation de la demande, grâce aux week-ends prolongés et aux événements familiaux. Les producteurs régionaux redoutaient une fin de saison plus difficile, avec l'arrivée de produits d'import en provenance des Pays-Bas et venant inonder les marchés locaux. Finalement, l'offre poursuit son déclin et est en phase avec une demande peu dynamique.

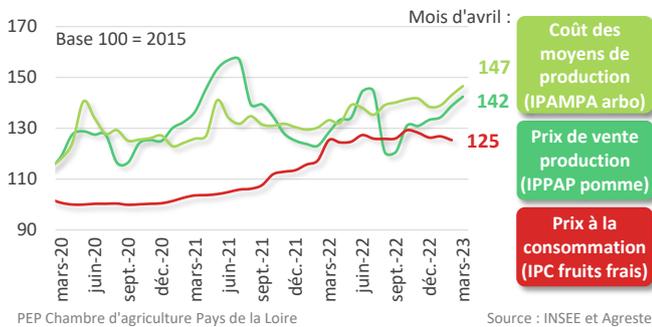
Après un début de saison plus poussif en février, le marché du radis s'est rééquilibré à des prix soutenus, presque toujours au-dessus de ceux de l'an dernier. La demande est présente face à une offre qui est restée constante et linéaire, les calendriers de production n'ayant pas été perturbés.

La campagne de poireau primeur a débuté le mois dernier. La saison s'annonce meilleure que celle de l'an dernier, où les ventes avaient été catastrophiques. En mai, le marché était stable, avec des volumes moindres par rapport à 2022 et donc plus faciles à écouler. La situation pourrait néanmoins se compliquer sur le bassin nantais avec l'arrivée des premières chaleurs.

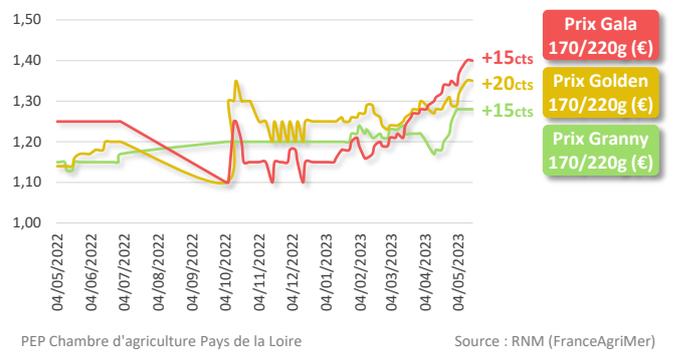


ARBORICULTURE : DES COURS QUI DÉCOLLENT TROP PEU, TROP TARD

Evolution indicielle du prix à la consommation des fruits frais, du prix de vente des pommes et du coût des moyens de production en arboriculture



Evolution de la cotation au kilogramme des pommes Gala, Golden et Granny entre mai 2022 et mai 2023



L'année 2022 est marquée par un léger sursaut de 11 % de la production de pommes françaises par rapport à la faible récolte de l'année 2021. La campagne, plus touchée par la canicule que par le gel, fait face à une baisse de la qualité des fruits. La campagne se distingue aussi par une multiplication par plus de deux de la production de poires à la suite d'une année 2021 de gel particulièrement désastreux. Si cette évolution peut sembler impressionnante, il ne s'agit pourtant que d'un retour à un niveau de production de poire proche de celui de 2020.

Les exportations vers l'UE en pomme comme en poire restent soutenues par un marché espagnol déficitaire, alors que leurs productions ont été handicapées par les gelées. Dans le même temps, la baisse des exportations vers les pays hors UE (tiers) continue, s'élevant à -25 % par rapport à la moyenne quinquennale. En pomme, cela est notamment dû à un contexte de perte de part de marché au Moyen-Orient causé par la concurrence des pays de l'Est et de crise du pouvoir d'achat au Royaume-Uni. L'offre

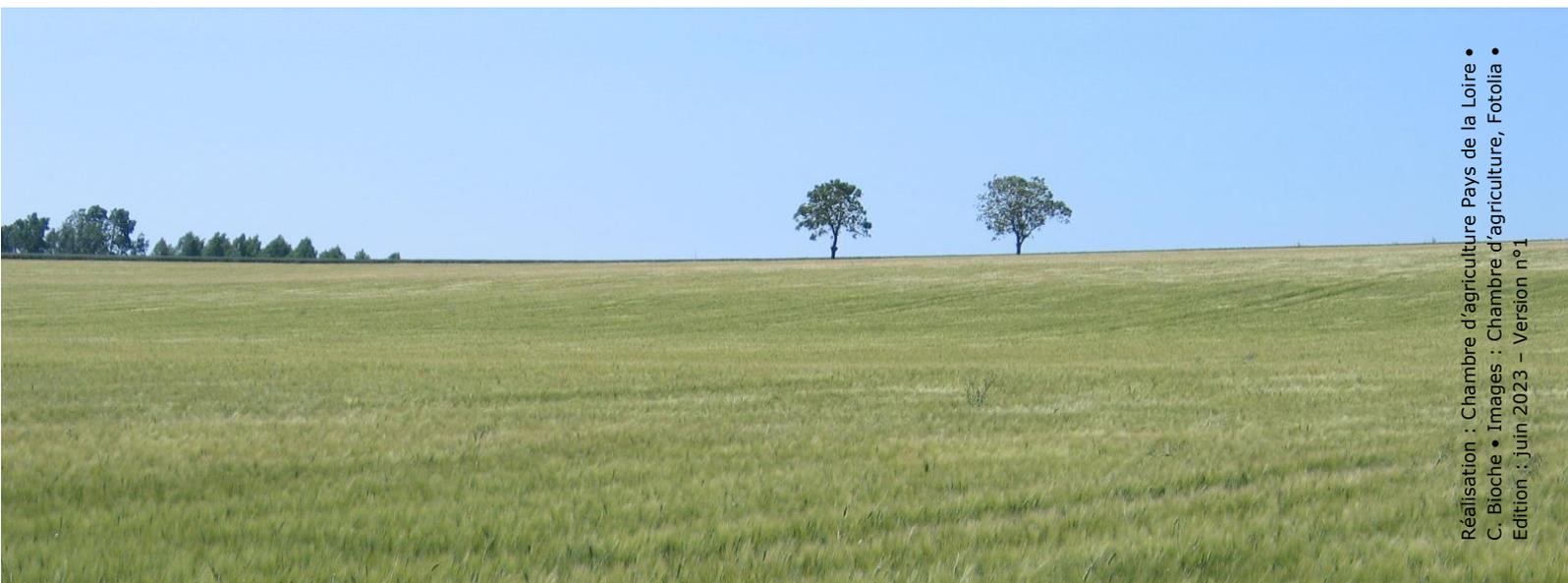
insuffisante de pommes françaises qualitatives causée par la canicule a aussi entraîné la fermeture brusque de ces marchés qui étaient dynamiques jusqu'au mois de décembre. Toujours pour la pomme, on observe dans le même temps un repli de 46 % des importations de pommes européennes. Les pommes polonaises sont particulièrement touchées avec un recul de 74 % de leurs importations dans l'Hexagone sur un an. Cette baisse est essentiellement due à la moindre demande des industries de transformation, particulièrement de compote, qui ont trouvé suffisamment d'offre en France.

En 2022, face à une forte augmentation du coût des intrants et de l'énergie non répercutée sur les prix de vente, la filière pomme a souffert d'un effet ciseau qui a gravement pénalisé ses marges. L'ANPP évaluait en moyenne le surcoût à 5 centimes/kg sortie ferme plus 15 centimes/kg sortie station. Quelques signaux récents permettent d'entrevoir un début d'amélioration de la situation avec des coûts à la

production entre stagnation et décrue et des prix à la hausse.

Selon le RNM entre mai 2022 et mai 2023, la cotation de Gala et de Granny a progressé de 15 centimes/kg et celle de Golden de 20 centimes/kg. Cependant, l'état d'avancement

de la campagne ne permettra pas que ces hausses suffisent à remonter suffisamment la moyenne. L'ANPP évalue les prix « nu départ station », en cumul depuis le début de la campagne à fin avril, à 5 centimes/kg de mieux que l'an passé sur la même période et à 1 centime/kg de mieux qu'il y a deux ans.



Réalisation : Chambre d'agriculture Pays de la Loire •
C. Bioche • Images : Chambre d'agriculture, Fotolia •
Edition : juin 2023 – Version n°1

Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU

Tél. 02 41 18 60 60

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr

Valentine LE CRAS

Tél. 02 41 18 60 57

Mail : valentine.lecras@pl.chambagri.fr

Clémentine LIBEER

Tél. 02 41 18 60 51

Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr

Yann MATHIAS

Tél. 02 41 18 60 64

Mail : yann.mathias@pl.chambagri.fr

**ECONOMIE &
PROSPECTIVE**



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**
PAYS DE LA LOIRE

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*